



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada



LA REVUE FINANCIÈRE

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de décembre 2021

Canada 

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2022)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

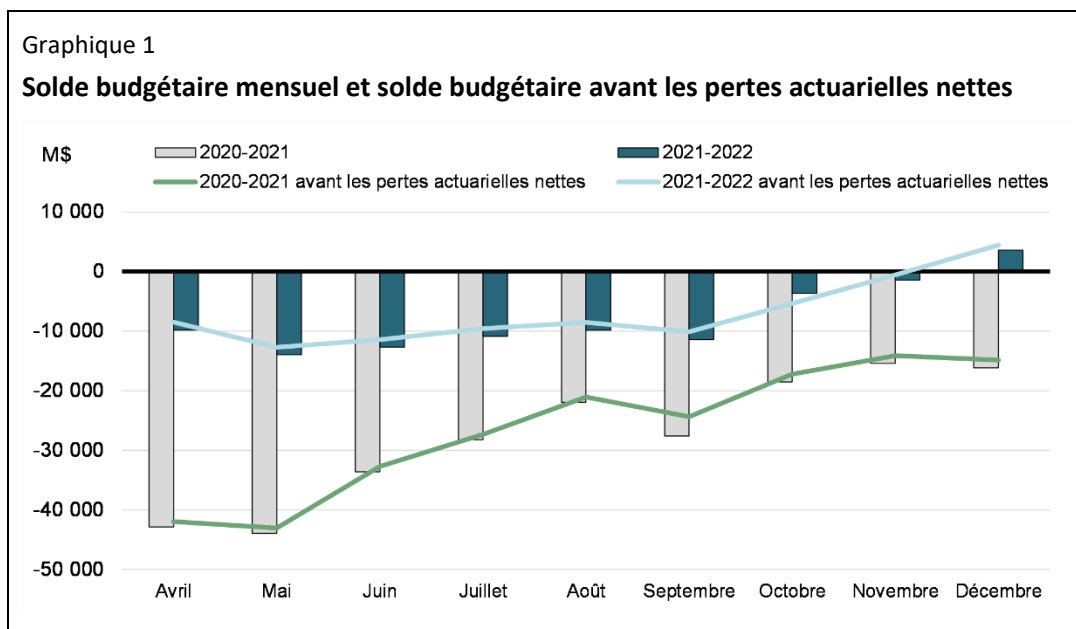
No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0142

Faits saillants

Décembre 2021

Le mois de décembre 2021 s'est soldé par un excédent budgétaire de 3,6 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 16,2 milliards en décembre 2020. L'excédent budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 4,4 milliards, comparativement à un déficit de 14,9 milliards pour la même période de 2020-2021. Le solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes actuarielles nettes découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Comme prévu, les résultats financiers du gouvernement pour 2021-2022 affichent une nette amélioration comparativement à ceux du sommet de la crise de la COVID-19 atteint au début de l'exercice 2020-2021, ainsi que du niveau sans précédent des mesures d'intervention temporaires en réponse à la COVID-19 prises à l'époque. Cela étant dit, ils continuent de refléter des conditions économiques difficiles, notamment l'impact des restrictions et des autres soutiens temporaires du Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 qui sont toujours en vigueur en 2021-2022.



Par rapport à décembre 2020 :

- Les revenus ont augmenté de 9,6 milliards de dollars (32,4 %) d'un exercice à l'autre, principalement en raison de l'augmentation des revenus fiscaux et des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont diminué de 10,1 milliards de dollars (23,6 %), principalement sous l'effet de la diminution des transferts versés dans le cadre du Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19, y compris la Subvention salariale d'urgence du Canada et les prestations de la relance économique.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (17,4 %), en raison des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation ainsi que de la hausse des intérêts sur les obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 0,4 milliard de dollars (33,0 %), en raison de l'amortissement d'une baisse des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés fondée sur les évaluations actuarielles préparées aux fins des *Comptes publics du Canada* de 2021. Cette diminution est attribuable à une hausse d'une année sur l'autre des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations.

D'avril à décembre 2021

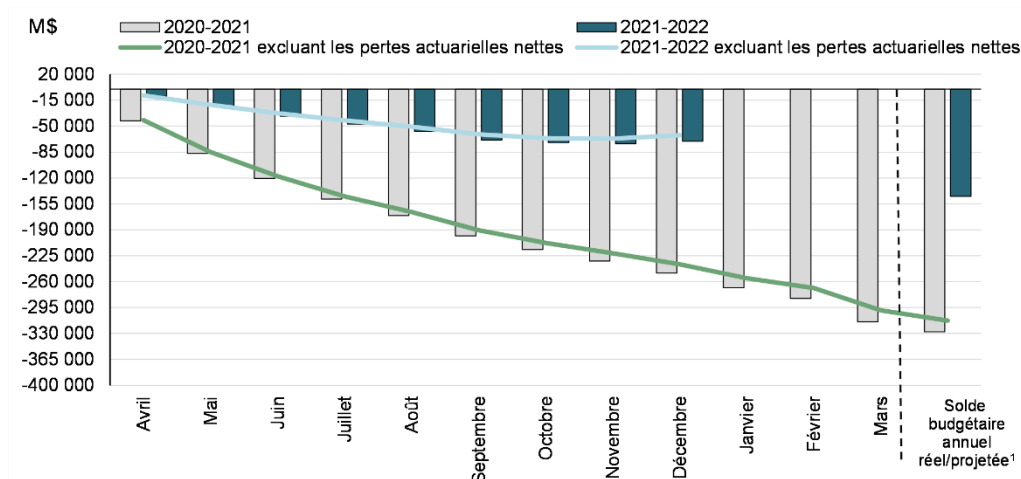
Pour la période d'avril à décembre de l'exercice 2021-2022, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 70,1 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 248,2 milliards pour la même période de 2020-2021. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 62,4 milliards, comparativement à un déficit de 236,6 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Par rapport à l'exercice 2020-2021 :

- Les revenus ont augmenté de 70,7 milliards de dollars (34,0 %), principalement en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont diminué de 106,9 milliards de dollars (24,9 %), principalement en raison de la baisse des paiements de transfert versés aux particuliers, aux entreprises et aux autres administrations dans le cadre du Plan d'intervention économique.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (21,2 %), principalement sous l'effet des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation et de la hausse des intérêts sur les obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés. Les intérêts sur les obligations négociables ont également augmenté par rapport à l'exercice précédent, mais la diminution des intérêts sur les bons du Trésor a plus que compensé cette augmentation.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 3,8 milliards de dollars (33,0 %), en raison d'une diminution des obligations actuarielles du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des dernières évaluations actuarielles du gouvernement. La diminution s'explique par les taux d'intérêt de fin d'exercice plus élevés utilisés en 2020-2021 pour évaluer ces obligations.

Graphique 2

Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire cumulé excluant les pertes actuarielles nettes



¹ Sources : Rapport financier annuel du gouvernement du Canada de 2020-2021; Mise à jour économique et budgétaire de 2021

Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Décembre		D'avril à décembre	
	2020	2021	2020-2021	2021-2022
Opérations budgétaires				
Revenus	29 560	39 152	207 689	278 348
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-42 544	-32 494	-428 898	-322 042
Frais de la dette publique	-1 886	-2 215	-15 414	-18 679
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	-14 870	4 443	-236 623	-62 373
Pertes actuarielles nettes	-1 283	-860	-11 549	-7 740
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-16 153	3 583	-248 172	-70 113
Opérations non budgétaires	-1 211	3 133	-43 481	-20 399
Ressources ou besoins financiers	-17 364	6 716	-291 653	-90 512
Variation nette dans les activités de financement	6 719	7 416	331 192	103 180
Variation nette de la trésorerie	-10 645	14 132	39 539	12 668
Trésorerie à la fin de la période			84 218	72 058

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Les revenus ont été touchés par les répercussions économiques de la crise de la COVID-19 et par les mesures mises en œuvre dans le cadre du plan d'intervention économique du gouvernement, y compris les reports d'impôt et la bonification unique du crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS) offerts en 2020-2021. Cependant, puisqu'il est difficile d'isoler ces répercussions de l'activité économique sous-jacente, il s'avère impossible de donner une mesure exacte de l'incidence de la COVID-19 sur les revenus fédéraux.

En décembre 2021, les revenus se sont chiffrés à 39,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 9,6 milliards (32,4 %) comparativement à décembre 2020.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 7,4 milliards de dollars (27,1 %), sous l'effet d'une amélioration généralisée par rapport à la même période en 2020-2021, lorsque les restrictions et les confinements liés à la COVID-19 continuaient de peser sur les revenus. Cette augmentation découle notamment de la réception d'importants acomptes provisionnels, particulièrement en provenance du secteur financier.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 25 millions de dollars (2,5 %).
- Les produits issus du cadre de tarification de la pollution ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (50,6 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus nets sur opérations de change, ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (221,7 %) par rapport à décembre 2020. Cette hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des bénéfices des sociétés d'État entreprises, notamment ceux de la Banque du Canada liés à ses achats de titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire en vue de soutenir la liquidité des marchés financiers. Selon les normes comptables du secteur public, les primes versées à l'achat des obligations par la Banque du Canada sont immédiatement passées en charges. Même si les primes versées ont plus que compensé les gains d'intérêt sur les titres en 2020-2021, les primes ont diminué depuis et les gains d'intérêt ont augmenté.

Les revenus de la période d'avril à décembre pour l'exercice 2021-2022 s'élevaient à 278,3 milliards de dollars, en hausse de 70,7 milliards (34,0 %) par rapport à la même période de 2020-2021.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 46,9 milliards de dollars (24,4 %) par rapport à la même période en 2020-2021, période pendant laquelle la COVID-19 avait entraîné la fermeture de grands pans de l'économie et la mise en place de mesures de soutien du gouvernement comme la bonification unique du crédit pour la TPS. Pour sa part, la portion fédérale des revenus tirés des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation a augmenté de 47 millions au cours de la période d'avril à décembre, pour passer à 114 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (6,1 %), sous l'effet de l'amélioration des conditions du marché du travail.
- Les produits issus du cadre de tarification de la pollution ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (47,0 %), sous l'effet de la consommation accrue et du prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2021.
- Les autres revenus ont connu une augmentation de 21,6 milliards de dollars, passant de -1,6 milliard en 2020-2021 à 20,0 milliards en 2021-2022, principalement sous l'effet de bénéfices plus élevés de la Banque du Canada.

Tableau 2

Revenus

	Décembre			D'avril à décembre		
	2020	2021	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	16 245	17 967	10,6	121 888	133 418	9,5
Sociétés	5 908	10 440	76,7	31 960	51 255	60,4
Non-résidents	804	1 294	60,9	5 692	7 005	23,1
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	22 957	29 701	29,4	159 540	191 678	20,1
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	2 986	3 666	22,8	21 771	35 138	61,4
Taxes sur l'énergie	451	471	4,4	3 737	3 997	7,0
Droits de douane à l'importation	363	439	20,9	3 045	4 067	33,6
Autres taxes et droits d'accise	554	436	-21,3	4 242	4 378	3,2
Total des taxes et droits d'accise	4 354	5 012	15,1	32 795	47 580	45,1
Total des revenus fiscaux	27 311	34 713	27,1	192 335	239 258	24,4
Produits issus du cadre de tarification de la pollution	348	524	50,6	2 743	4 032	47,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 004	1 029	2,5	14 222	15 084	6,1
Autres revenus	897	2 886	221,7	-1 611	19 974	1 339,9
Total des revenus	29 560	39 152	32,4	207 689	278 348	34,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Les charges de programmes ont été touchées considérablement par les mesures de dépenses prises dans le cadre du Plan d'intervention économique, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), les prestations canadiennes de la relance économique et l'incitatif au remboursement des prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC). De plus amples renseignements sur ces mesures sont présentés ci-dessous.

Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 32,5 milliards de dollars en décembre 2021, soit une baisse de 10,1 milliards (23,6 %) par rapport à décembre 2020.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, la PCU et les prestations canadiennes de la relance économique ainsi que les prestations pour enfants, ont diminué de 4,2 milliards de dollars (30,9 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (5,3 %), en raison de la hausse du nombre de prestataires et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 1,5 milliard de dollars (43,1 %), en raison de l'amélioration des conditions du marché du travail.

- Les paiements au titre des prestations canadiennes de la relance économique et de la PCU versés aux particuliers et traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont diminué de 2,8 milliards de dollars (94,6 %), principalement sous l'effet de l'élimination progressive de la Prestation canadienne de la relance économique.
- Les prestations pour enfants ont diminué de 0,1 milliard de dollars (5,3 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 0,2 milliard de dollars (2,9 %), en grande partie sous l'effet de transferts uniques pour le nettoyage de puits pétroliers et gaziers orphelins et inexploités constatés au cours de l'exercice précédent. Cette diminution a été compensée en partie par des transferts versés aux provinces et aux territoires au cours de l'exercice actuel en vertu du plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pancanadien.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 5,7 milliards de dollars (26,1 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits issus du cadre de tarification de la pollution a augmenté de 17 millions de dollars (56,7 %).
 - Les paiements de la SSUC ont diminué de 3,2 milliards de dollars (70,3 %), ce qui est attribuable à la baisse du nombre d'employés admissibles et de la subvention moyenne par employé.
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 3,2 milliards de dollars (36,9 %), en raison surtout de la hausse des coûts comptabilisée en décembre 2020 au titre de l'incitatif au remboursement des prêts du CUEC à la suite de l'élargissement du programme.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (9,6 %), sous l'effet de divers facteurs, dont la hausse des charges liées à la santé publique et des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (17,4 %), en raison des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation ainsi que de la hausse des intérêts sur les obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des variations de l'évaluation des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs, ont diminué de 0,4 milliard de dollars (33,0 %), principalement en raison de la hausse des taux d'intérêt de fin d'exercice en 2020-2021 comparativement à 2019-2020, lesquels ont servi à évaluer ces obligations.

Pour la période d'avril à décembre de l'exercice 2021-2022, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 322,0 milliards de dollars, une baisse de 106,9 milliards (24,9 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 46,2 milliards de dollars (29,0 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (3,6 %), en raison de la hausse du nombre de prestataires et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 15,5 milliards de dollars (33,0 %), en raison de l'amélioration des conditions du marché du travail. De plus, les prestations d'assurance-emploi pour la même période de l'exercice précédent comprenaient 27,5 milliards en versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi. Toutefois, aucune incidence n'est observée sur les cotisations à percevoir puisque le Compte des opérations de l'assurance-emploi a depuis été débité des versements au titre de la PCU dans les *Comptes publics du Canada* de 2021.

- Les paiements au titre des prestations canadiennes de la relance économique et de la PCU versés aux particuliers et traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont diminué de 31,7 milliards de dollars (66,4 %), étant donné l'élimination progressive de la PCU en 2020-2021 et la transition vers l'ensemble de prestations canadiennes de la relance économique.
- Les prestations pour enfants ont diminué de 0,5 milliard de dollars (2,5 %), ce qui est principalement attribuable au paiement unique bonifié de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) versé en mai 2020. Cette diminution a été compensée en partie par l'instauration du supplément pour jeunes enfants de l'ACE applicable en 2021.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 14,8 milliards de dollars (18,8 %), principalement en raison des transferts versés aux provinces et aux territoires au cours de l'exercice précédent aux termes de l'Accord sur la relance sécuritaire, du Complément salarial pour les travailleurs essentiels et du Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire, et des transferts versés pour le nettoyage des puits pétroliers et gaziers orphelins et inexploités. Ces diminutions ont été compensées en partie par la croissance prévue par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ainsi que le nouveau financement versé au cours de l'exercice actuel dans le cadre du plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pancanadien.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 45,9 milliards de dollars (24,0 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits issus du cadre de tarification de la pollution a augmenté de 0,9 milliard de dollars (32,7 %), ce qui est principalement attribuable à la hausse du taux de l'Incitatif à agir pour le climat pour l'année d'imposition 2020.
 - Les paiements de la SSUC ont diminué de 38,3 milliards de dollars (64,6 %), ce qui est attribuable à la baisse du nombre d'employés admissibles et de la subvention moyenne par employé.
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 14,5 milliards de dollars (23,9 %), principalement sous l'effet d'une baisse des coûts de l'incitatif au remboursement des prêts du programme du CUEC en raison d'une participation réduite comparativement à la même période en 2020 et de la fin de mesures temporaires en réponse à la COVID-19 instaurées l'année précédente.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 6,0 milliards de dollars (8,8 %), en grande partie sous l'effet de la hausse des coûts liés au personnel et des dépenses affectées à l'achat de vaccins.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (21,2 %), principalement sous l'effet des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation et de la hausse des intérêts sur les obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés. Les intérêts sur les obligations négociables ont également augmenté par rapport à l'exercice précédent, mais la diminution des intérêts sur les bons du Trésor a plus que compensé cette augmentation.

Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 3,8 milliards de dollars (33,0 %), en raison de l'amortissement d'une baisse des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés fondée sur les évaluations actuarielles préparées aux fins des *Comptes publics du Canada* de 2021. La diminution s'explique par les taux d'intérêt de fin d'exercice plus élevés utilisés en 2020-2021 pour évaluer ces obligations.

Tableau 3

Charges

	Décembre			D'avril à décembre		
	2020	2021	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 863	5 122	5,3	43 898	45 485	3,6
Prestations d'assurance-emploi	3 540	2 015	-43,1	46 975	31 461	-33,0
Prestation canadienne d'urgence et prestations canadiennes de la relance économique	2 950	160	-94,6	47 783	16 067	-66,4
Prestations pour enfants	2 154	2 039	-5,3	20 594	20 078	-2,5
Total des principaux transferts aux particuliers	13 507	9 336	-30,9	159 250	113 091	-29,0
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 489	3 594	3,0	31 402	32 344	3,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 252	1 289	3,0	11 267	11 605	3,0
Péréquation	1 714	1 743	1,7	15 430	15 683	1,6
Formule de financement des territoires	284	298	4,9	3 327	3 486	4,8
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	-	672	s.o.	-	1 360	s.o.
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	-	-	s.o.	2 170	2 320	6,9
Soins à domicile et soins de santé mentale	-	2	s.o.	1 249	1 577	26,3
Autres arrangements fiscaux ¹	557	-517	-192,8	13 626	-4 694	-134,4
Total des principaux transferts aux autres administrations	7 296	7 081	-2,9	78 471	63 681	-18,8
Charges de programmes directes						
Retour des produits issus du cadre de tarification de la pollution	30	47	56,7	2 791	3 704	32,7
Subvention salariale d'urgence du Canada	4 613	1 368	-70,3	59 315	20 985	-64,6
Autres paiements de transfert	8 765	5 533	-36,9	60 593	46 092	-23,9
Charges de fonctionnement	8 333	9 129	9,6	68 478	74 489	8,8
Total des charges de programmes directes	21 741	16 077	-26,1	191 177	145 270	-24,0
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	42 544	32 494	-23,6	428 898	322 042	-24,9
Frais de la dette publique	1 886	2 215	17,4	15 414	18 679	21,2
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	44 430	34 709	-21,9	444 312	340 721	-23,3
Pertes actuarielles nettes	1 283	860	-33,0	11 549	7 740	-33,0
Total des charges	45 713	35 569	-22,2	455 861	348 461	-23,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les transferts versés en vertu du Fonds de soutien des travailleurs essentiels lié à la COVID-19 et de l'Accord sur la relance sécuritaire; et d'autres éléments.

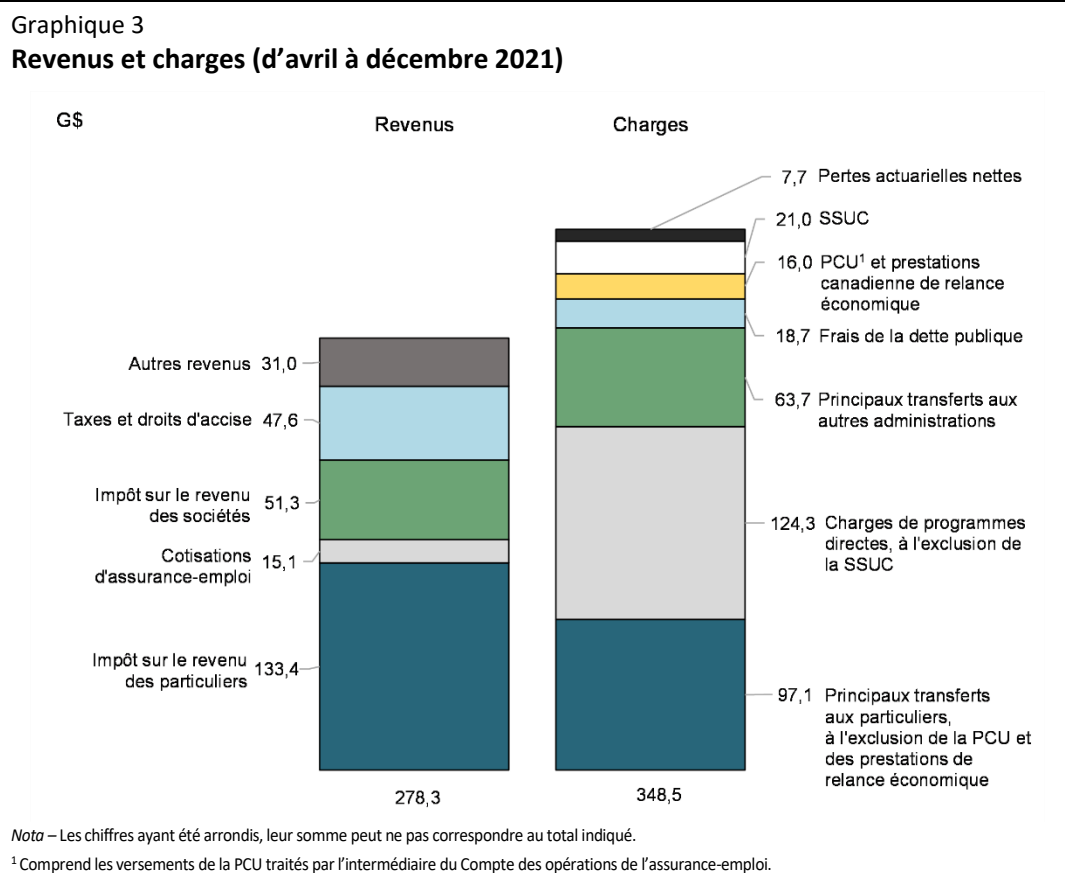
Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Décembre			D'avril à décembre		
	2020	2021	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paielements de transfert	34 211	23 365	-31,7	360 420	247 553	-31,3
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	4 840	5 011	3,5	40 584	43 592	7,4
Transports et communications	134	193	44,0	1 281	1 602	25,1
Information	35	50	42,9	256	351	37,1
Services professionnels et spéciaux	1 195	1 573	31,6	8 002	10 256	28,2
Location	251	320	27,5	2 441	2 822	15,6
Réparation et entretien	306	342	11,8	2 069	2 283	10,3
Services publics, fournitures et approvisionnements	751	989	31,7	4 308	5 678	31,8
Autres subventions et charges	356	230	-35,4	5 418	4 156	-23,3
Amortissement des immobilisations corporelles	447	410	-8,3	4 037	3 671	-9,1
Perte nette sur cession de biens	18	11	-38,9	82	78	-4,9
Total des autres charges	8 333	9 129	9,6	68 478	74 489	8,8
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	42 544	32 494	-23,6	428 898	322 042	-24,9
Frais de la dette publique	1 886	2 215	17,4	15 414	18 679	21,2
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	44 430	34 709	-21,9	444 312	340 721	-23,3
Pertes actuarielles nettes	1 283	860	-33,0	11 549	7 740	-33,0
Total des charges	45 713	35 569	-22,2	455 861	348 461	-23,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.



Besoins financiers de 90,5 milliards de dollars pour la période d'avril à décembre 2021

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 70,1 milliards de dollars et des besoins de 20,4 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à décembre 2021 s'est soldée par des besoins financiers de 90,5 milliards, comparativement à des besoins financiers de 291,7 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

La baisse des besoins financiers pour les opérations non budgétaires est attribuable à un certain nombre de facteurs, notamment : les variations d'une année à l'autre des soldes des impôts à recevoir et des créditeurs fiscaux, qui ont touché les créditeurs, charges à payer et débiteurs; et la baisse des prêts versés dans le cadre du programme du CUEC en 2021-2022, consignés dans les besoins financiers au titre des prêts, placements et avances. Ces diminutions ont été compensées en partie par la hausse d'une année sur l'autre du solde des comptes d'opérations de change, laquelle a entraîné un besoin financier.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Décembre		D'avril à décembre	
	2020	2021	2020-2021	2021-2022
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-16 153	3 583	-248 172	-70 113
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-2 368	8 122	-20 735	3 761
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	1 666	1 032	12 249	8 151
Comptes d'opérations de change	3 794	-3 203	4 389	-12 175
Prêts, placements et avances	-2 999	-2 325	-35 603	-19 017
Actifs non financiers	-1 304	-493	-3 781	-1 119
Total des opérations non budgétaires	-1 211	3 133	-43 481	-20 399
Ressources ou besoins financiers	-17 364	6 716	-291 653	-90 512

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 103,2 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 90,5 milliards de dollars en augmentant ses soldes de trésorerie de 12,7 milliards et en augmentant la dette non échue de 103,2 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

À la fin du mois de décembre 2021, les soldes de trésorerie s'élevaient à 72,1 milliards de dollars, soit 12,2 milliards de moins qu'à la fin du mois de décembre 2020. La baisse de la trésorerie est principalement attribuable à des soldes élevés détenus pendant l'exercice précédent afin de répondre aux besoins financiers prévus du gouvernement dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Décembre		D'avril à décembre	
	2020	2021	2020-2021	2021-2022
Ressources ou besoins financiers	-17 364	6 716	-291 653	-90 512
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	26 702	5 434	232 237	127 694
Bons du Trésor	-17 000	2 400	97 033	-28 200
Titres au détail	-35	-141	-189	-299
Total des emprunts en dollars canadiens	9 667	7 693	329 081	99 195
Emprunts en devises	-2 334	630	1 171	5 379
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	7 333	8 323	330 252	104 574
Réévaluation de swaps de devises	-980	-821	-7 303	-678
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	393	-76	8 438	-702
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-27	-10	-195	-14
Variation nette dans les activités de financement	6 719	7 416	331 192	103 180
Variation de la trésorerie	-10 645	14 132	39 539	12 668
Trésorerie à la fin de l'exercice			84 218	72 058

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou déficit accumulé, désigne l'écart entre le total des passifs du gouvernement et le total de ses actifs. La variation d'une année à l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulé de l'exercice, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains et pertes non réalisés sur des instruments financiers ainsi que de gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

Le déficit accumulé a augmenté de 68,4 milliards de dollars d'avril à décembre 2021, en raison du déficit budgétaire de 70,1 milliards enregistré pendant cette période, qui a été compensé en partie par des gains de 1,7 milliard au titre des autres éléments du résultat global.

Tableau 7

État condensé de l'actif et du passif

M\$

	31 mars 2021	31 décembre 2021	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	207 397	203 186	-4 211
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	875 306	1 003 000	127 694
Bons du Trésor	218 775	190 575	-28 200
Titres au détail	299	-	-299
Total partiel	1 094 380	1 193 575	99 195
Payable en devises	15 427	20 806	5 379
Compte de réévaluation de swaps de devises	450	-228	-678
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	9 690	8 988	-702
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 239	5 225	-14
Total de la dette non échue	1 125 186	1 228 366	103 180
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	168 761	165 972	-2 789
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	144 186	155 342	11 156
Autres passifs	6 711	6 495	-216
Total des régimes de retraite et autres passifs	319 658	327 809	8 151
Total de la dette portant intérêt	1 444 844	1 556 175	111 331
Total des passifs	1 652 241	1 759 361	107 120
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	224 196	228 892	4 696
Comptes d'opérations de change	92 622	104 797	12 175
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ¹	179 278	200 026	20 748
Actifs des régimes de retraite du secteur public	6 320	6 320	-
Total des actifs financiers	502 416	540 035	37 619
Dette nette	1 149 825	1 219 326	69 501
Actifs non financiers	101 079	102 198	1 119
Dette fédérale (déficit accumulé)	1 048 746	1 117 128	68 382

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le montant du 31 décembre 2021 inclut des gains de 1,7 milliard de dollars au titre des autres éléments du revenu global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises pour la période d'avril à décembre 2021.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada* accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley.Recker@fin.gc.ca.

Février 2022